



EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

Réf : 2022 - 63

**ARRETE MUNICIPAL
REGLEMENTANT LA CIRCULATION
Rue Jean Jaurès**

Le Maire de la Ville de Le HOULME,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212 et L 2213,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté relatif à la signalisation routière temporaire,

Vu le règlement de voirie métropolitain adopté par délibération du 1^{er} avril 2019,

Vu la demande de l'entreprise ENEDIS pour son sous-traitant l'entreprise AVENEL,

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation pendant toute la période du chantier,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures permettant de garantir la sécurité publique pendant la durée du chantier,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'entreprise AVENEL interviendra du 5 au 9 juillet 2022 au 25 rue Jean Jaurès pour des travaux de branchement ENEDIS sur trottoir et chaussée.

ARTICLE 2 : Cette opération nécessitera des travaux sur la chaussée et le trottoir avec la présence d'engins de chantier. Ainsi pendant toute la durée des travaux :

- ↪ le stationnement sera interdit au droit du chantier et à proximité des travaux avec quelques places,
- ↪ la chaussée sera réduite au droit du chantier. Rue en sens unique,
- ↪ la vitesse sera limitée à 30km/h au droit des travaux,
- ↪ les piétons seront déviés sur le trottoir opposé et suivront le balisage de chantier,
- ↪ la collecte des déchets sera faite avant 8h,
- ↪ la mise en place du balisage, des panneaux et des barrières sera à la charge des entreprises AVENEL et ENEDIS de jour comme de nuit,

ARTICLE 3 : Le périmètre du chantier sera matérialisé et sécurisé afin d'éviter les accidents. Une signalisation adéquate sera installée et entretenue par les soins de l'entreprise.

ARTICLE 4 : A la fin des travaux, les lieux devront être remis en **bon état et dans les règles de l'art. Particulièrement en cas d'ouverture de tranchée sur chaussée et sur trottoir, l'entreprise est tenue de les remettre en conformité.**

En cas de manquement nécessitant l'intervention du service des autorités compétentes ou d'une entreprise, celle-ci sera réalisée à la charge exclusive de l'entreprise.

ARTICLE 5 : Le Maire ou son représentant pourra suspendre à tout moment le chantier, si :

- Son déroulement engendre une perturbation trop importante de la circulation
- La signalisation mise en place n'est pas réglementaire
- Les règles d'exploitation de la route ne sont pas respectées
- Les nuisances sonores font l'objet de plaintes des riverains
- Il pourra à tout moment exiger de l'entreprise l'arrêt des travaux, la remise en état des lieux ainsi que la réouverture aux différentes circulations

ARTICLE 6 : Le présent arrêté ne sera plus valable passé le délai mentionné à l'article 1. Une demande de renouvellement, devra être adressée à la Mairie le cas échéant.

ARTICLE 7 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois en vigueur.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à : M. le Directeur du SAMU, M. le Commissaire de Police de ROUEN, M. le Directeur Général des Services, la Direction des Déchets et la Direction des Transports de la Métropole, les entreprises ENEDIS et AVENEL, chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait au HOULME, le 28/06/2022

**Le Maire,
D. GRENIER**

